Henri Prévot
www.hprevot.fr

le 3 juillet 2017

Pourquoi donc vouloir limiter à 50% la place du nucléaire ?

La loi sur la transition énergétique, la LTE, impose de réduire à 50 % la part de nucléaire dans notre consommation d'électricité. Faudrait-il alors diminuer la capacité de production nucléaire ? Le coût de production prévu en Grande Bretagne ne nous y pousse-t-il pas ? La question se pose en effet. Même si l'on se demande pourquoi cette limite de 50 %, pour un temps acceptons en l'idée.

Si l'on devait concevoir et construire un parc de production d'électricité qui respecte cette limite de 50 % sans émettre plus de CO_2 qu'aujourd'hui, il faudrait implanter une centaine de gigawatts d'éoliennes et de panneaux photovoltaïques et il ne serait pas nécessaire de construire plus de 40 gigawatts nucléaires, 23 gigawatts de moins qu'aujourd'hui.

Mais, en France, la question ne se pose pas en ces termes. Nous disposons de réacteurs nucléaires qui fonctionnent bien et qui fonctionneront bien encore dix ou vingt ans ; plus de trente ans pour les réacteurs les plus récents. Va-t-on les casser avant qu'ils soient hors service ?

Bien sûr ! diront ceux que le nucléaire insupporte ; tournons-nous vers l'avenir ; même, anticipons-le !

Augmenter la capacité de production éolienne et solaire ne changera rien au rythme du soleil ni aux caprices du vent. Il faudra pouvoir répondre à la demande d'électricité en fin d'après-midi d'hiver, dans la nuit, le froid et sans vent. Aujourd'hui, avec l'arrêt en cours des centrales au charbon, RTE (Réseau de transport d'électricité) nous avertit que la capacité de production, au total, en France risque de devenir insuffisante. Si l'on a moins de nucléaire, il faudra plus de centrales au gaz, des centrales qui fonctionneront peu de temps, certes, mais qui seront indispensables.

Casser un outil qui fonctionne bien pour dépenser 12 milliards par an inutilement ?

Il faudrait donc *à la fois* casser des réacteurs nucléaires qui fonctionnent bien et construire *une égale capacité* fonctionnant au gaz.

Casser des outils de production qui fonctionnent bien – rien que cela est insupportable, notamment aux yeux de la morale ouvrière : je me souviens comme d'hier, au début de ma carrière, ingénieur du fond aux Houillères du Nord au moment de la grève de 1968, avec quel soin et quel respect les porions et les mineurs veillaient au bon état des chantiers et des puits ! *L'outil de travail,* c'est sacré. Alors qu'on a besoin d'électricité, l'arrêt du *premier* réacteur encore en ordre de marche serait un scandale.

Mais non ! Cassons ce qui fonctionne ! Quelle sera l'économie : on évitera les travaux « post Fukushima » sur ces réacteurs condamnés ; on consommera moins d'uranium ; on diminuera les dépenses de gestion : en tout une économie de 80 milliards en vingt ans. Mais on devra augmenter la capacité de production à partir de gaz : 80 milliards d'euros de plus. Pour l'instant, donc, un bilan équilibré. Mais aussi - n'oublions pas ! – on implantera 85 gigawatts de plus qu'aujourd'hui d'éoliennes et photovoltaïque : 240 milliards soit 12 milliards d'euros par an !

Douze milliards d'euros par an de plus pour répondre à la même demande d'électricité avec les mêmes émissions de CO2. Douze milliards gaspillés, donc, qui pourraient rémunérer 150 000 emplois utiles !

Tout cela pour arrêter une vingtaine de réacteurs nucléaires. Nos gouvernants, nos députés s'élèveront contre ce gâchis. Ils annuleront ces orientations irresponsables de la loi sur la transition énergétique.

Lorsque les réacteurs actuels arriveront en fin de vie, que faire ?

Si l'on ne casse pas les réacteurs nucléaires qui fonctionnent, pourquoi donc implanter encore des éoliennes et encore des panneaux photovoltaïques ? Nous n'en avons aucun besoin. D'où la question : pourquoi cette limite de 50 % de nucléaire dans la consommation française ?

Avant de poursuivre dans cette voie, et tant que les réacteurs existants fonctionnent, nous avons le temps de voir comment évolueront les techniques de production et de stockage d'électricité. Aujourd'hui, il est urgent de *libérer nos esprits et nos réflexions* de cette idée de limiter à 50 % la part du nucléaire dans notre consommation d'électricité. Vu ce que cela coûterait, analysons cet objectif pour en voir les connotations morales, peut-être, et aussi sociales, commerciales et pratiques. Et, pour l'heure, refusons de casser des moyens de production qui sont en bon état de marche – notamment ceux de Fessenheim, les premiers menacés - et évitons les dépenses inutiles.